

DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU VENDREDI 7 MARS 2025

OBJET MIS EN DELIBERATION :

N°2025-02-08 : DONNE MANDAT AU CIG PETITE COURONNE POUR L'ENGAGEMENT D'UNE CONSULTATION EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES

Membres composant le Comité Syndical	9	totalisant	100	voix
Délégués composant le Comité Syndical	21	totalisant	100	voix
Membres présents	7			
Délégués présents	12	totalisant	62	voix
Délégués excusés et représentés	5	totalisant	21	voix
Délégués absents excusés	4	totalisant	17	voix

Pour	83 voix
Contre	0 voix
Absentions	0 voix
Ne prennent pas part au vote	0 voix

L'an deux mil vingt-cinq, le 7 mars, à dix heures et quinze minutes, les membres du Comité Syndical se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Saint-Maur, sous la présidence de Monsieur Pierre-Michel DELECROIX, Président. Ils avaient été convoqués le 20 février 2025.

DELEGUES PRESENTS

M. DELECROIX, Président, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (10 voix),
Mme SAUSSEREAU, Vice-Présidente, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix)
Mme BARNIER, Vice-Présidente représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix)
Mme TOLLARD, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix)
M. FEMEL, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix)
M. BRUCH, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix)
Mme CLAVEAU, représentante de l'EPT Grand Paris Grand Est, suppléante, (4 voix)
M. PHILIPPON, représentant de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix)
M. CHAFFAUD, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix)
M. VEDIE, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix)
Mme DURAND, représentante du Conseil Départemental du Val de Marne (2 voix)
M. OUMARI, représentant du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Morbras, (1 voix),
M. ROESCH, représentant du Conseil Départemental du Val de Marne, suppléant

DELEGUES ABSENTS REPRESENTES

M. FLESSELLES, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, qui a donné pouvoir à M. DELECROIX (5 voix)
M. HELIN, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, qui a donné pouvoir à M. FEMEL (5 voix)
Mme JARDIN, représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, qui a donné pouvoir à Mme BARNIER (5 voix)
M. BUTIN, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, qui a donné pouvoir à M. BRUCH (5 voix)
M. FUCHS, représentant de HAROPA Ports, qui a donné pouvoir à M. CHAFFAUD (1 voix)

MEMBRES ABSENTS EXCUSES

M. DESTOUCHES, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix)
M. OZTORUN, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (4 voix)
M. CATHALA, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix)
M. MIE, représentant de la Chambre de métiers 94, (1 voix)

ETAIENT EGALEMENT PRESENTS

M. DEBARRE, Directeur, Syndicat Marne Vive
Mme ABES, Animatrice Contrat eau et climat trames verte et bleue, Syndicat Marne Vive
Mme COCHARD, Animatrice SAGE Marne confluence, Syndicat Marne Vive
M. DEPEGE, Responsable des affaires générales, Syndicat Marne Vive
Mme MORIN, Chargée d'étude milieux – ressources en eau, Syndicat Marne Vive
Mme CHELBI, stagiaire, Syndicat Marne Vive

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

M. Arnaud VEDIE est désigné pour remplir cette fonction, procède à l'appel nominal.

DESIGNATION DE L'AUXILIAIRE AU SECRETAIRE DE SEANCE

M. Clément DEPEGE, est désigné comme auxiliaire au secrétaire de séance, fonction qu'il accepte.

Accusé de réception en préfecture
094-259401057-20250307-2025-02-08-DE
Date de télétransmission : 21/03/2025
Date de réception préfecture : 21/03/2025

N°2025-02-08 : DONNE MANDAT AU CIG PETITE COURONNE POUR L'ENGAGEMENT D'UNE CONSULTATION EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement l'article L.452-40 ;

Vu le décret n°85-643 du 26 Juin 1985 relatif aux centres de gestion de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Considérant que le Syndicat dispose actuellement d'un contrat couvrant les risques statutaires ;

Considérant l'intérêt du Syndicat à se joindre à la consultation organisée par le CIG Petite Couronne pour proposer un nouveau contrat d'assurance pour les risques statutaires à compter du 1^{er} janvier 2026 ;

Considérant que le Syndicat se réserve la faculté d'adhérer ou non au contrat groupe que retiendra le CIG Petite Couronne ;

Après examen et délibéré :

Article 1	Décide d'étudier l'opportunité de conclure un nouveau contrat d'assurance pour la garantie de ses risques statutaires ;
Article 2	<p>Décide pour cela de donner mandat au CIG Petite Couronne afin :</p> <ul style="list-style-type: none">- que le CIG Petite Couronne procède à la consultation des différents prestataires potentiels ;- que le CIG Petite Couronne conclue le cas échéant un contrat-groupe adapté aux besoins des collectivités mandataires ; <p>Ce contrat doit couvrir tout ou partie des risques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. : décès, accident de service / maladie professionnelle, maladie ordinaire, longue maladie / maladie de longue durée, maternité / paternité / adoption, disponibilité d'office, invalidité,- agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. : accident de service / maladie professionnelle, maladie ordinaire, maladie grave, maternité / paternité / adoption. <p>Ce contrat devra également avoir les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Durée du contrat : 4 années, à compter du 1er janvier 2026.- Régime du contrat : capitalisation <p>- que le CIG Petite Couronne informe ces collectivités des caractéristiques du nouveau contrat-groupe, se fasse le relais de toute demande d'adhésion au dit contrat.</p> <p>Le syndicat se réserve expressément la faculté de ne pas adhérer au contrat groupe sans devoir en aucune manière justifier sa décision.</p> <p>- que le CIG Petite Couronne prenne toute décision adaptée pour réaliser réglementairement la passation du marché susvisé.</p>

N°2025-02-08 : DONNE MANDAT AU CIG PETITE COURONNE POUR L'ENGAGEMENT D'UNE CONSULTATION EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES

Dit que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne.

Fait et délibéré en séance le 7 mars 2025 les membres présents ayant signé la liste d'émargement.

M. le Président du Syndicat serait obligé envers M. le Préfet de bien vouloir porter à sa connaissance s'il a l'intention de déférer la présente décision devant la juridiction compétente.



Le Président,

Pierre-Michel DELECROIX